

# L'ÉTAT ET LA RÉVOLUTION

par Arthur ARNOLD

-----

1877

-----

## AVANT-PROPOS

Les pages qui suivent ont déjà paru, sous forme de *lettres*, dans un journal français.

Elles semblent donc s'adresser exclusivement à la France, s'occuper exclusivement des péripéties de la politique française actuelle.

C'est une erreur.

Il n'y a plus aujourd'hui de questions nationales proprement dites. - Il y a la grande lutte de la révolution contre l'État, de l'avenir contre le passé, de l'Égalité contre le privilège, du Droit contre la force.

Cette lutte existe, - ouverte ou latente, - chez tous les peuples civilisés, quelle que soit la latitude géographique, quelle que soit la forme politique du gouvernement, - Empire, Monarchie, République, Pouvoir personnel ou Parlementarisme.

C'est en France, jusqu'à présent, que cette lutte a revêtu un caractère plus violent, c'est en France que les deux adversaires se sont saisis avec plus de fureur, que la bataille, depuis longtemps engagée, se poursuit avec le plus d'acharnement, à travers des péripéties plus dramatiques et plus douloureuses, mais le même antagonisme se retrouve, - modifié dans ses manifestations extérieures par la diversité des tempéraments et des milieux, - aussi bien chez l'Anglais que chez le Français, chez l'Allemand que chez l'Italien, chez le Suisse que chez le Belge ou le Russe.

Si la France se meurt de Centralisation, d'unité factice et de Gouvernementalisme - poussés chez elle à des excès inconnus presque partout, hors de ses frontières, - si la théorie de l'État, si l'action du Pouvoir, l'ont réduite à la situation où nous la voyons, la livrant alternativement aux avortements révolutionnaires et aux coups-d'État triomphants, il n'est pas un des peuples que nous venons de nommer qui ne soit plus ou moins dupe de sa foi persistante dans l'efficacité des formes politiques, qui ne demande, comme la France l'avait fait jusqu'au 18 mars 1871, son salut à des institutions gouvernementales qui sont la négation absolue de la Révolution sociale, et la rendraient définitivement impossible, au cas où le peuple n'arriverait pas à les jeter dans la poussière, sous ses pieds.

Ce qui arrête et stérilise l'action révolutionnaire en France, - c'est identiquement ce qui arrêta, avant-hier, la Révolution en Italie, ce qui la faisait avorter, hier, en Espagne, ce qui la retarde et, demain, la rendra impuissante en Allemagne: - C'est la théorie de l'État, - que ce soit l'État républicain ou l'État monarchique, l'État ouvrier ou l'État bourgeois.

ÉTAT et RÉVOLUTION sont deux forces contradictoires, incompatibles.

Il s'agit donc de sortir de l'Évolution politique dont tous les termes aboutissent au despotisme en haut, à l'esclavage en bas, pour entrer sur le terrain de l'Évolution sociale qui nous donnera la Justice dans l'Égalité, et l'Égalité dans la Liberté!

Mais, pour entrer sur ce terrain de la réalisation socialiste, il faut, d'abord, - répétons le, - renverser les barrières qui nous en interdisent l'accès, - c'est à dire ABOLIR L'ÉTAT ET TOUT L'ORGANISME POLITIQUE DONT IL EST L'INCARNATION SUPRÊME.

Genève, octobre 1877.

## Première partie:

# LA DÉCEPTION

La France semble atteinte d'une grande déception à l'endroit de ses gouvernants.

Après chaque Révolution nouvelle, - elle respire, elle espère. - Elle a manifesté sa volonté. - Elle croit que cela suffira. - Cela ne produit rien, et ce bon peuple de France aux illusions incorrigibles, s'en étonne.

Pour mon compte, je ne trouve d'étonnant que son étonnement.

Combien de fois, depuis quatre-vingts ans, n'a-t-il pas manifesté sa volonté, - et quand a-t-elle été respectée, obéie?

Il peut la manifester encore des milliers de fois, sans qu'il en soit jamais davantage.

Qu'il fasse la récapitulation de tous les ministres qui l'ont gouverné, - et ils sont aussi nombreux que les palinodies de M. Jules Simon! - qu'il fasse la récapitulation de tous les maîtres qu'il s'est donné, ou qu'il a subis, depuis Napoléon 1<sup>er</sup> jusqu'à nos jours, - et qu'il me dise ce qu'il a gagné, lui, peuple, à tous ces régimes qui n'ont jamais différé que d'étiquette.

Il a eu un parvenu de la Révolution, un Empereur de la gloire, qui l'a désarmé, réduit au silence et conduit à la boucherie.

Il y a eu des rois légitimes, Louis XVIII, Charles X, qui l'ont livré aux jésuites et envoyé à confesse.

Il y a eu un roi bourgeois, Louis-Philippe, qui l'a jeté en pâture à la féodalité industrielle et financière.

Il y a eu une République qui, sous les ordres de Cavaignac, l'a fusillé et déporté en juin.

Il a eu un second Empire, qui l'a massacré et déporté au 2 décembre, et lui a légué une carte à payer de cinq milliards, sans compter l'avachissement des caractères.

Il y a eu un gouvernement de la Défense nationale, qui n'a rien défendu.

Il y a eu M. Thiers, qui, en queue de *«la plus belle armée de la France»*, a pris Paris, - puis Mac-Mahon, dit *«l'épée loyale»*.

Après la colique de Broglie, et le panaris Buffet, il a même eu le cataplasme Simon qui a envenimé la plaie, et amené la gangrène Fourtou.

Mais je constate qu'après chacune de ces innombrables révolutions, qu'après chacun de ces changements de personnel gouvernant, il a toujours été réduit un peu plus au silence, et qu'il est devenu, le lendemain de chacune de ses victoires, un peu plus suspect à ceux qu'il avait hissés, ou laissé arriver au Pouvoir.

Il s'en indigne, s'en afflige ou s'y résigne, suivant les circonstances, - mais il s'en étonne toujours.

Il me produit l'effet d'un jardinier qui, ayant planté un pommier, s'étonnerait de ne point récolter des cantaloups.

Il a planté l'État, le Pouvoir, la Centralisation, et il est stupéfait de ne voir fleurir ni la liberté, ni l'autonomie, ni les réformes politiques et sociales.

Il se fait, suivant une fiction légale, représenter par des gens qui ne sont pas lui, qui ont des idées et des intérêts ou des instincts diamétralement opposés à ses idées, à ses besoins, à ses volontés, et il ne s'explique pas comment ces prétendus représentants du peuple ne savent les bases de l'ordre actuel qu'en l'étayant chaque fois qu'il branle, et ne le renversent qu'en lui tendant la main chaque fois qu'il trébuche.

Il est pris dans un filet aux mailles innombrables et serrées, qui s'appelle le gouvernement, l'armée, le clergé, la magistrature, l'administration, le code dont toutes les lois ont été faites jadis sans lui et contre lui, et il ne comprend pas pourquoi on ne tient pas plus de compte de ses réclamations, qu'on n'en tient des sauts de carpe du poisson que la poêle attend.

Il a des gouvernants, qui, une fois au Pouvoir et maîtres absolus de toutes les forces vives, de toutes les ressources de la nation, - ne dépendent pas de lui.

Il a une armée, qui représente la force matérielle, - et qui ne dépend pas de lui.

Il a un clergé, une université, des professeurs et des maîtres d'école, qui enseignent ses enfants, - quand on les enseigne, - et qui ne dépendent pas de lui.

Il a des magistrats chargés de le juger et d'appliquer un Code fait sans lui, - et qui ne dépendent pas de lui.

Il a des représentants qui, - du jour de leur élection, - ne dépendent que de leur conscience!

Il a des préfets qui l'administrent, - et qui ne dépendent que du ministre.

Il a des maires qui font la pluie et le beau temps dans la commune, - et qui ne dépendent que du Pouvoir.

Il a des conseils généraux, des conseils d'arrondissement, des conseils municipaux, qu'il nomme, il est vrai, et qui, - pourvu qu'ils ne s'occupent ni de politique, ni de religion, ni de réformes financières ou sociales, ni de quoi que ce soit qui ressemble à quelque chose, - ont le droit d'approuver les volontés du préfet, d'émettre les vœux qu'on leur permet, - et d'être dissous, quand ils ne répondent pas invariablement: «*Brigadier, vous avez raison!*».

Il a une police chargée de le protéger, et qui le surveille, qui n'est responsable que devant elle-même, et qui ne dépend pas de lui, - de telle sorte qu'elle peut devenir le pire des fléaux, - on l'a vu sous l'Empire, - sans qu'il reste au citoyen d'autre ressource que d'obéir et de se faire... sans murmurer, comme disait M. Scribe de l'Académie française.

Et dans celle situation alors qu'il est plus débile et plus emmaillotté qu'un enfant dans les bras de sa nourrice, il s'étonne que ses volontés ne soient pas suivies!

- Oh! mais, dit-on, le peuple a des représentants qui ont mandat de supprimer ou de modifier tout cela.

D'abord, je ne connais pas de mandat qui puisse faire un démocrate de M. Jules Ferry, de la Défense nationale, ni un révolutionnaire de M. Gambetta, ce député de Belleville, après lequel M. Thiers ne trouvait plus rien à dire, ni un socialiste d'aucun de ces libéraux autoritaires, de ces avocats sonores et creux, de ces riches propriétaires, de ces industriels millionnaires, que le *Suffrage universel* a toujours subis, et subira toujours.

Ensuite, ceci prouverait que le salut du peuple et le triomphe de la justice sociale dépendent de deux miracles: - le premier, qui ferait sortir des urnes électorales une collection d'hommes représentant exactement les besoins, les volontés du peuple; - le second, qui ferait que ces hommes extraordinaires, une fois au Pouvoir, ne trouveraient pas délicieux tous les abus qui, au lieu de servir contre eux, - leur serviraient!

Non, le mal, le mal qui nous tue, est plus haut et ailleurs. La coquinerie des individus l'aggrave sans le créer. Le mal n'est pas seulement qu'un ministre donne des ordres réactionnaires, mais qu'il puisse donner des ordres. Ce n'est pas seulement que les préfets soient Bonapartistes, Broglistes, Buffetistes ou Thieristes, ou Mac-Mahoniens, mais qu'il y ait des hommes qui reçoivent et appliquent les ordres du Pouvoir, au lieu de recevoir et d'appliquer les ordres de la nation.

Le mal, c'est que le Pouvoir, c'est-à-dire l'État, soit autre chose que le très humble serviteur de la nation, une sorte de bureau général d'administration, chargé d'exécuter simplement les volontés, - transmises au centre, - de tous les groupes naturels qui constituent le peuple.

Non, les libertés, les droits, la prospérité, la dignité d'un peuple, ne peuvent dépendre de l'honnêteté ou de l'intelligence de ses gouvernants, du hasard qui fait que l'État aujourd'hui est d'accord avec la majorité, et du bon plaisir de ministres qui changent, qui meurent, qui sont à la merci de toutes les intrigues d'un parlement, sans communication lui-même et sans engagements légaux avec le pays.

S'il en est ainsi, comment s'étonner que toutes nos révolutions, avant respecté l'omnipotence de l'État, le droit de l'État, aient toutes avorté misérablement? - Vous laissez l'arbre, et vous vous plaignez qu'il porte ses fruits naturels! - Vous laissez tout l'outillage du despotisme, et vous vous étonnez qu'il ne fabrique pas la liberté!

Qu'est-ce que l'État? - C'est l'autorité entre les mains de quelques-uns!

Qu'est-ce que la République? (1) - C'est le droit pour tous, le privilège pour personne, la libre initiative de toutes les forces individuelles et groupées, le développement intégral de toutes les autonomies politiques, sociales et productives.

Vous voyez donc bien qu'il y a là contradiction, antinomie, négation réciproque, et qu'il faudra nécessairement ou que l'État qui représente le principe d'autorité absorbe la République, comme il l'a déjà fait deux ou trois fois, ou que la République résorbe l'État, et lui substitue le jeu libre d'autres institutions diamétralement opposées dans leur but et leurs moyens d'action.

Tant que vous enverrez pour vous représenter, des hommes qui parleront de fortifier le Pouvoir, d'agrandir le droit de l'État, de resserrer les noeuds de cette belle unité française que le monde nous envie, et qui ne nous a encore valu que des coups-d'État, trois invasions, l'écrasement de toutes les initiatives individuelles chez le peuple le plus initiateur de la terre, et l'avortement d'une demi-douzaine de Révolutions, sans compter la grande, - ne croyez pas avoir de la République autre chose qu'une belle et trompeuse étiquette sur un ballot monarchique.

-----

(1) En réalité, la République, - forme politique, - n'est qu'un gouvernement comme les autres, mais puisqu'une notable partie du peuple, - en France, s'est ralliée à ce mot qui lui représente la Révolution, je me sers toujours du mot, afin d'être compris et d'éviter de trop longues explications, dont ce n'est point encore ici la place.